



Le 16 septembre 2013

Partager des fondements « humanisants » pour rebâtir un récit républicain pour notre pays...

Il est du devoir des décideurs politiques d'accompagner le « changement de paradigme » vers cette « sobriété heureuse » chère à Pierre Rabhi. C'est la condition pour construire un monde plus accueillant et coopératif, en particulier envers les plus faibles d'entre nous. Citant Templemore en épigraphe des Animaux Dénaturés (1952), Vercors affirmait que « tous nos malheurs proviennent de ce que les hommes ne savent pas ce qu'ils sont et ne s'accordent pas sur ce qu'ils veulent être ». Comment la démocratie moderne parviendra-t-elle à faire mentir cette prophétie de malheur ? Comment concilier la diversité et la richesse des sensibilités dans un monde complexe, tout en construisant sur l'essentiel un récit républicain qui nous mette collectivement en marche ? Que l'on soit d'accord ou non sur la méthode ou sur le fond, l'irruption de centaines de milliers de manifestants et autres « veilleurs », demandant à être entendus sur un sujet de société, est un fait social majeur. Comment expliquer l'apparition de cette sorte d'OVNI ? Sans doute parce que ces « veilleurs » sont les précurseurs contemporains d'un débat politique sur « ce que nous sommes » et ce qui constitue notre ressort profond. Ils ont été le signe d'une prise de conscience dépassant largement la question du mariage républicain, ne permettant plus de se contenter de la poursuite mécanique d'une politique de droite, de gauche ou même écologique au sens strict.

L'action politique a pour mission la recherche collective et participative du Bien commun. Elle doit faciliter les conditions du déploiement des talents de chacun de nos concitoyens, tout au long de leurs vies, au sein d'un tissu de relations épanouissantes. Devenir plus « humains » tout simplement, voilà notre boussole. Mais cette recherche est actuellement biaisée, amputée de sa dimension collective et participative ; et cela chaque fois que les décideurs, fussent-ils élus, renoncent à s'appuyer sur une vision partagée de la « personne humaine ». Cet aveuglement suscite des mouvements de rejet et conduit à l'éloignement politique, en particulier des plus vulnérables, les premiers touchés par ses effets déstructurants. Avant de poser la question politique du comment, il convient de s'entendre sur ce que signifie « devenir plus humain » ?

Bâtir une vision politique et construire pas à pas une « société de la bienveillance », pour reprendre les mots de Pierre-Yves Gomez, rend acceptable et souhaitable la diversité des points de vue. Cela suppose un détour par la définition d'un « socle anthropologique humanisant », une proposition de « fondements communs à partager » quelles que soient les origines, les cultures politiques, les



croyances ou les non-croyances. Cette proposition est d'ordre métaphysique, et non religieuse, avant d'être politique. Elle présuppose un choix sur la vision de l'homme. Mais qui ne se fonde pas sur un choix ? Ce détour du politique sur le terrain anthropologique trouve sa justification, non pas dans la promotion d'une morale passéiste et asséchante, mais dans la recherche d'une justice concrète, une justice de tous les jours où l'autre doit trouver pleinement sa place pour que je devienne moi-même, que ce soit au sein de nos familles ou dans nos différents lieux de vies. Chaque personne est un sujet inscrit dans le tissu des relations qui le constituent, un « moi » jamais déconnecté des autres « moi ». Sans creuser les ressorts de ce qui nous humanise, pas d'issue possible vers un consensus républicain durable, prémice d'une paix civile partagée entre des concitoyens qui se feraient à priori confiance et pourraient ainsi entrer en « conversation ».

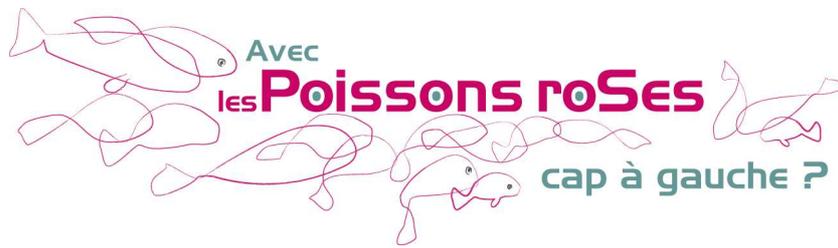
Comment définir et faire le *choix* de ces « fondements humanisants » à partager, car il s'agit bien d'un choix, sans rester dans le non sens d'une citadelle assiégée de « l'entre soi » ? Tout simplement en examinant à la lumière de l'histoire et de l'expérience ce qui a contribué à faire advenir l'autre et à nous humaniser; et en portant collectivement ce témoignage dans la sphère politique. Cet examen nécessite de sortir de la « pensée magique » sur la croissance et le progrès. Il présuppose aussi le profond renouvellement d'une pensée accessible et désirable par le plus grand nombre, dans les domaines économiques, historiques et politiques. A l'évidence, notre époque mondialisée constitue une « rupture épistémologique » que certains auteurs comparent, par son ampleur, au passage de l'esprit nomade des tribus du paléolithique à l'organisation sociale des agriculteurs du néolithique (cf. Jean-Claude Guillebaud dans Le Goût de l'Avenir). Il est normal que l'élaboration d'un récit républicain mobilisateur n'aille pas de soi. Mais contrairement à ce que voudraient nous faire croire les discours sans épaisseur de certains décideurs politiques, nous ne sommes pas une génération spontanée. Une génération qui pourrait goûter sans conséquences aux fruits de toutes les démesures, en particulier celles promises par certains lobbies d'une techno-science sans limite. Nous sommes inscrits dans une lignée historique, une succession de strates qui fonde nos identités et nous permet de juger des conséquences de nos actes et de nos politiques. Ainsi, ouvrir un débat inter-partisan dans un esprit de « conversation » apaisée est un enjeu crucial pour notre pays. Il n'est pas cependant synonyme d'une rencontre entre purs esprits face à une feuille blanche.

A la lumière de l'expérience, nous pouvons évoquer quelques pistes de fondements humanisants et esquisser une vision de la personne humaine. Ces fondements pourront probablement s'appuyer sur un « personnalisme », remis au goût du jour, qui pose la notion de la « personne en relation » du début à la fin de la vie, dans une liberté vécue dans l'interdépendance. Ils seront plus solides encore s'ils mettent en avant la richesse de la différence et de l'altérité; la réussite perçue comme une montée collective; l'accueil de la vulnérabilité et des plus faibles comme une opportunité de devenir plus « reliés » et donc plus humains; la mesure et la retenue plutôt que la tentation de la « prise de pouvoir » (« un homme, ça s'empêche », disait Camus dans le Premier Homme); la justice plutôt que le désir de domination et enfin l'espérance que les petits pas de l'action permettent de s'arracher à l'emprise d'une perception d'un destin vécu comme indépassable. Cette approche englobe en partie les préoccupations des écologistes mais va beaucoup plus loin en prenant en compte les aspirations à une société conviviale (cf. le Manifeste de Convivialistes). Ces fondements s'appuient sur une vision de la personne humaine, bonne, conviviale et digne de confiance, mais aussi marquée



par des limites, des blessures et capable d'un mauvais usage de sa liberté. Enfin l'expérience et l'histoire nous enseignent qu'en toutes circonstances et dans toutes les situations, mêmes les plus extrêmes, nous disposons d'une capacité personnelle ou collective de discernement des « failles » et de leurs conséquences sociales. Cette démarche de creuser ensemble, profondément, nous fera entrer dans une compréhension fine et partagée de l'autre et de l'histoire, notre Histoire, faite le plus souvent de questions. Ces fondements sont à partager sans esprit de propriété. S'ils se révèlent être un chemin vers plus d'humanisation, ils permettront alors d'ancrer une action politique durable et apaisée. Petitement, humblement, les yeux dans les yeux, c'est un peu ce que les Poissons Roses ont proposé depuis deux ans tout au long de leurs rencontres avec des amis socialistes au sein des sections, avec des élus ou des responsables de gauche. Nous pouvons en témoigner : sortir des clivages artificiels sans nier les différentes sensibilités, c'est possible ! Il faut désormais changer d'échelle.

Ces conversations trans-partisanes d'un nouveau genre sur les questions anthropologiques devront donner naissance à une charte sur ce qui nous fonde. Il est probable que certains responsables politiques décideront de ne pas y adhérer. Ils sont parfaitement dans leur droit. Cependant s'ils prétendent à la supériorité de la « neutralité », ils font en réalité un choix. Nul n'est indemne d'une vision métaphysique particulière qui l'engage et n'est jamais neutre. Ce présupposé doit être mis en lumière pour tous, débusqué parfois et confronté à ses conséquences politiques et sociales. Pour reprendre des grilles de lectures classiques, l'homme est-il un loup pour l'homme ? S'il est raciste, homophobe ou paresseux dans son travail, en un mot plutôt malveillant, il faut alors l'enserrer « pour son bien » dans un étouffoir de normes, de lois ou de processus de contrôle dans l'entreprise, qui l'obligent à être bienveillant et travailleur. Ces normes et ces lois conduisent à l'effet inverse, justement parce qu'elles ne se fondent pas sur la confiance entre des personnes responsables. De même si l'homme est bon par nature et doit se débarrasser des chaînes sociales ou s'il est simplement un « animal économique », nous percevons bien que cela n'a pas les mêmes implications dans les options politiques des décideurs, ni par la même des conséquences sociales équivalentes. Quant au « progrès », est-il une illusion face à l'éternel « retour du même » ? Est-il la croyance, très largement partagée, en une possibilité de choix sans limite permettant de ne se priver d'aucune expérience, en particulier dans le domaine scientifique ? L'accueil de la vulnérabilité est-il un signe de faiblesse dans un monde marqué par la lutte pour la vie ? Un luxe dont nous n'avons pas toujours les moyens et qui dépend des circonstances économiques du moment ? Enfin, que dire d'une forme de « néo-dualisme » à l'œuvre, séparant radicalement le corps et l'esprit, et justifiant tous les désirs de filiations dans les derniers débats sur le mariage aussi bien que les séduisantes illusions trans-humanistes de « dépassement de l'humanité » ? Au fond, sous couvert de « réalisme », de « modernité », il s'agit souvent de la voix métallique du cynisme qui tend à disqualifier ses contradicteurs, ces méchants « réactionnaires » ou ces « gentils naïfs », pour mieux organiser en sous-main les rapports de partage du pouvoir. L'expérience nous enseigne que des héros ordinaires de l'histoire ont toujours su trouver le moyen de rester justes et humains lorsqu'ils sont responsables, lorsque leur action se fonde sur des principes où l'accueil confiant de l'autre prime. Le choix de ce qui nous fonde doit ainsi passer au « scanner » de la vérité de ses conséquences politiques et sociales. Par exemple, l'injection létale pour les personnes en fin de vie est peut-être l'ultime liberté aux yeux de certains, mais qu'en sera-t-il vraiment de ce choix, si cette pratique est légalisée, pour toutes les personnes en situation de précarité dans des hôpitaux sous pression financière ? Un



élargissement salutaire de notre champ de vision est nécessaire afin de mieux percevoir le progrès, non pas comme une incantation abstraite, mais comme ce qui contribue à relier toujours davantage les citoyens entre eux.

Une fois mis en lumière et partagés ces fondements humanisants, lors d'un processus politique qui nécessitera de repenser le rôle de certaines institutions, la diversité des sensibilités sera rendue beaucoup plus paisible et souhaitable. Elle sera même une richesse, à la mesure de la complexité et de la richesse de notre monde, une richesse qui redonnera tout son sens à l'alternance. Les personnes dites « de gauche » seront ainsi une richesse pour les personnes dites « de droite » et inversement. Un président de la République issu de la gauche ne sera pas seulement légitime pour la moitié des français, illégitime pour les autres... Il ne s'agira pas non plus d'un hypothétique rêve d'union nationale dans un grand tout uniforme : la politique, c'est choisir. Pourvu que chacun ait conscience de la limite de toute action et le désir de rechercher le Bien commun, plus ou moins de régulation, plus ou moins d'impôts, plus ou moins de protectionnisme ou d'intégration européenne sont des questions qui doivent être au cœur d'un débat politique en mouvement. En revanche, les politiques outrepassent leur rôle et leur mandat lorsque, dans une tentation de la démesure, ils prétendent remettre en cause ces fondements. Cette attitude contribue à nourrir le ressentiment et la division.

Ce détour du politique sur la question des fondements humanisants pose nécessairement celle du cadre où une nouvelle génération, très désireuse de prendre la relève, doit pouvoir se faire entendre et se déployer pour faire « œuvre d'autorité » (ce qui est différent de la « prise de pouvoir »). Pour cela, sans prétendre être exhaustif, il est indispensable de partager certains éléments de contexte. Tout d'abord, une pénétration très puissante d'une pensée dominante, à la fois ultra-individualiste et hyper-libérale, est à l'œuvre. Ses conséquences, démultipliées par la mondialisation, sont multiformes : montée de la solitude, du relativisme et des communautarismes, délitement des liens familiaux, chômage de masse, cupidité et captation des richesses par un petit nombre de réseaux, inégalités de revenus grandissantes, exil fiscal, sous-traitance sauvage dans des zones de dumping social ou de grande pauvreté, esprit de rente, uniformisation asséchante, manque de confiance et de désir d'entreprendre, délitement de la volonté d'un projet commun tant au niveau national qu'europpéen...

A gauche, malgré un désir de lutte contre les inégalités, ce manque de vision de la personne humaine et de ses ressorts profonds est la cause d'un grand écart entre les questions d'éthique et de justice. La volonté d'ignorer le socle anthropologique que nous pourrions partager brutalise de manière inutile la population et interdit toute évolution, tout processus d'amélioration. Encore une fois, il existe des divergences d'orientation légitimes en démocratie, chacun essayant de mettre en avant des propositions de solutions efficaces aux problèmes du moment. Mais vouloir remettre en cause des fondements en niant les valeurs de l'autre, surtout quand elles sont constitutives de la coexistence paisible d'une société, sont une violence, un abus du processus démocratique. Cette incohérence induit une altération de la grille de compréhension de la personne humaine. Il s'ensuit une déconnexion des classes populaires, une tentation de la démesure, source de « failles éthiques » et donc d'injustice, et finalement une faible créativité sur les questions économiques, surtout quand les lobbies financiers ou bancaires savent se montrer convainquants. Est-il ainsi cohérent de prôner plus de régulation d'un point de vue économique et de n'accepter aucune régulation sur les questions

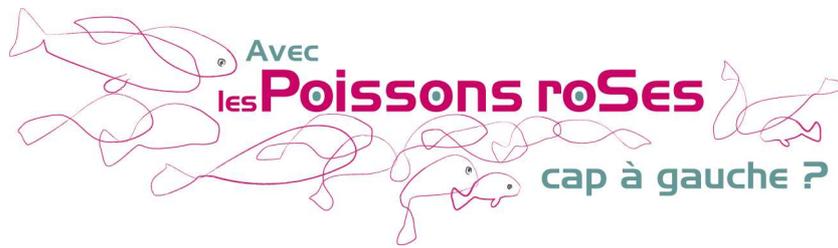


de filiation quand il s'agit de la PMA ? Comment inventer la transition écologique, un modèle par nature plus sobre et coopératif, sans sortir d'une logique distributrice de droits, reflet des désirs individuels illimités ? Notre contexte impose une réorganisation décentralisée du pouvoir et un changement profond du modèle de société fondé sur une cohérence entre l'éthique et la justice.

Dans le même temps, le combat écologique, si essentiel face à la tentation d'une exploitation démesurée et inégalitaire de notre planète, est aussi marqué par l'incohérence d'une vision pessimiste et malthusienne de la personne humaine. L'humanité est-elle une variable parmi d'autres de la biodiversité ? Est-elle prédatrice et néfaste ? Ce pessimisme culpabilisant ne peut pas porter de volonté collective de changement vers cette « sobriété heureuse », que nous appelons de nos vœux, ni incarner une espérance. De plus, comment expliquer une absence de « retenue écologique » sur certaines questions bioéthiques ? Cette incohérence s'est encore révélée sur les questions d'élargissement de l'autorisation de l'utilisation et de la destruction des embryons humains à des fins hypothétiques de recherche médicale. Il en a été de même avec la promotion, unanime au sein du groupe parlementaire EELV, de la PMA et de la GPA pour les couples de personnes homosexuelles. Ces positions ne tenaient compte ni des exigences d'égalité d'accès aux origines pour les enfants, ni des risques inévitables d'instrumentalisation du corps de femmes en situation de précarité, ni de la relation intime qui s'établit très tôt entre le fœtus et sa mère. Une « écologie de la personne humaine » cohérente est à bâtir dans le champ politique. Certains signes montrent que le débat a déjà commencé...

A droite, en raison de la perméabilité à l'hyper-libéralisme ambiant, une grande majorité des décideurs ne saisit pas mieux qu'à gauche les enjeux d'éthique sociale. Mettre en avant un modèle familial pseudo-traditionnel, vécu de manière défensive, est le plus souvent une posture, fruit d'un opportunisme électoral sans réel fondement. Dans le même temps, sous la pression d'une idéologie de la performance, perçue comme une « fin de l'histoire », la réussite est conçue comme une affaire purement individuelle. La pauvreté est alors stigmatisée. Cette culpabilisation des « assistés », si caractéristique des discours des leaders de droite ces dernières années est contredite par les études sérieuses (cf. En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté d'ATD Quart-Monde). Elle explique en partie ce manque de volonté pour lutter contre les processus d'aliénation à l'œuvre dans l'économie, pourtant source d'injustice grandissante, de désespérance et de troubles sociaux. Pour éviter d'avoir à expliquer les failles inhérentes à cette vision dominante, puissamment relayée, par nature très inégalitaire et excluante, se développe une tendance à chercher des boucs émissaires « du dehors » : les étrangers, les oisifs, les politiques, les syndicats, les médias, l'Europe... Dans notre contexte de crise, ce discours trouve un écho aussi efficace qu'inutile au sein de nombreuses catégories sociales ayant le sentiment de vivre une situation de déclassement. Enfin, la quête perpétuelle du chef charismatique et providentiel ne permet pas de penser les nouveaux modes de fonctionnement par nature plus décentralisés, collégiaux et participatifs, dans un monde complexe en évolution accélérée.

Tant que nous ne voudrions pas nous poser collectivement la question de ce qui nous fonde, le monde politique français sera incapable d'inventer un récit républicain apaisé et unifiant. Il continuera rapidement à se décrédibiliser. A l'heure de la fluidité des réseaux sociaux et de l'importance des corps intermédiaires, sa tendance endogamique, oligarchique et peu participative demeurera un puissant



vecteur d'abstention, de mécontentement et de tensions. Cette situation appelle un profond renouvellement, passant entre autre, par la régulation stricte du cumul des mandats et des situations de conflits d'intérêts. Le mode de désignation des candidats et donc des futurs responsables politiques est une autre source de blocage à déverrouiller. Enfin, l'organisation des institutions centrée sur une élection présidentielle très clivante, induit une impossibilité de débattre sereinement sur de nombreux sujets et tend à rendre l'adversaire perpétuellement « illégitime ». Ce sentiment de blocage renforce la désertion de personnes motivées pour ce service, mais rebutées à l'idée qu'elles peineront à y exprimer leur créativité de manière collective et détendue.

Enfin, le délitement des liens de proximité fissure la volonté d'un projet commun tant au niveau national qu'europpéen. Or la gouvernance européenne n'a jamais été aussi nécessaire : crise de la dette, chômage massif de jeunes, protection contre le dumping social, harmonisation fiscale et lutte contre les « pirates » de la fiscalité, projets industriels européens, transition écologique, coopération Nord-Sud, accueil des migrants, protection des minorités, défense, démographie. Dans le même temps, cette gouvernance ne peut être pleinement acceptée que si la notion essentielle de subsidiarité est remise en avant, tant du point de vue national qu'europpéen.

Cependant, au-delà de la colère et du repli sur soi, l'hyper-libéralisme suscite ses propres anticorps, en particulier chez les plus jeunes. Comprenant de manière diffuse que ce modèle est à bout de souffle, plusieurs signes montrent qu'une inversion de la tendance se fait jour : vitalité de l'économie sociale et solidaire et du monde associatif, fête des voisins, mouvement des indignés, initiatives citoyennes, AMAP, prise de conscience de certains élus... Contribuer à l'évolution du monde politique en faisant émerger une nouvelle génération de personnes désireuses, non pas de surplomber, mais « d'habiter » la vie politique réelle dans ses diverses sensibilités, nous paraît un enjeu crucial de notre temps. C'est la condition pour porter collectivement en politique un projet « d'écologie de la personne humaine ». Cette nouvelle génération doit élargir la portée de son message, en particulier au sein des « périphéries existentielles », pour reprendre le mot d'un autre François. Elle doit trouver une traduction politique collective et constructive de ses aspirations afin de sortir de l'agitation, de l'abstention et du vote sanction. Notre époque exige que nous veillions à ce qu'il y a peut-être de plus fragile : la personne humaine. Est-ce sur ce terreau fertile que pourrait germer ce « siècle spirituel », au sens d'André Malraux ? Les échéances européennes de 2014 nous semblent un moment particulièrement propice pour entrer dans cette dynamique. Comment le décliner ? A nous tous de nous mobiliser avec créativité dans les mois qui viennent...

Philippe de Roux avec les Poissons Roses

Contact presse :

Philippe de Roux : philippe.deroux@poissonsroses.org

Nestor Dosso : nestor.dosso@poissonsroses.org